

AFRIK ECOLO

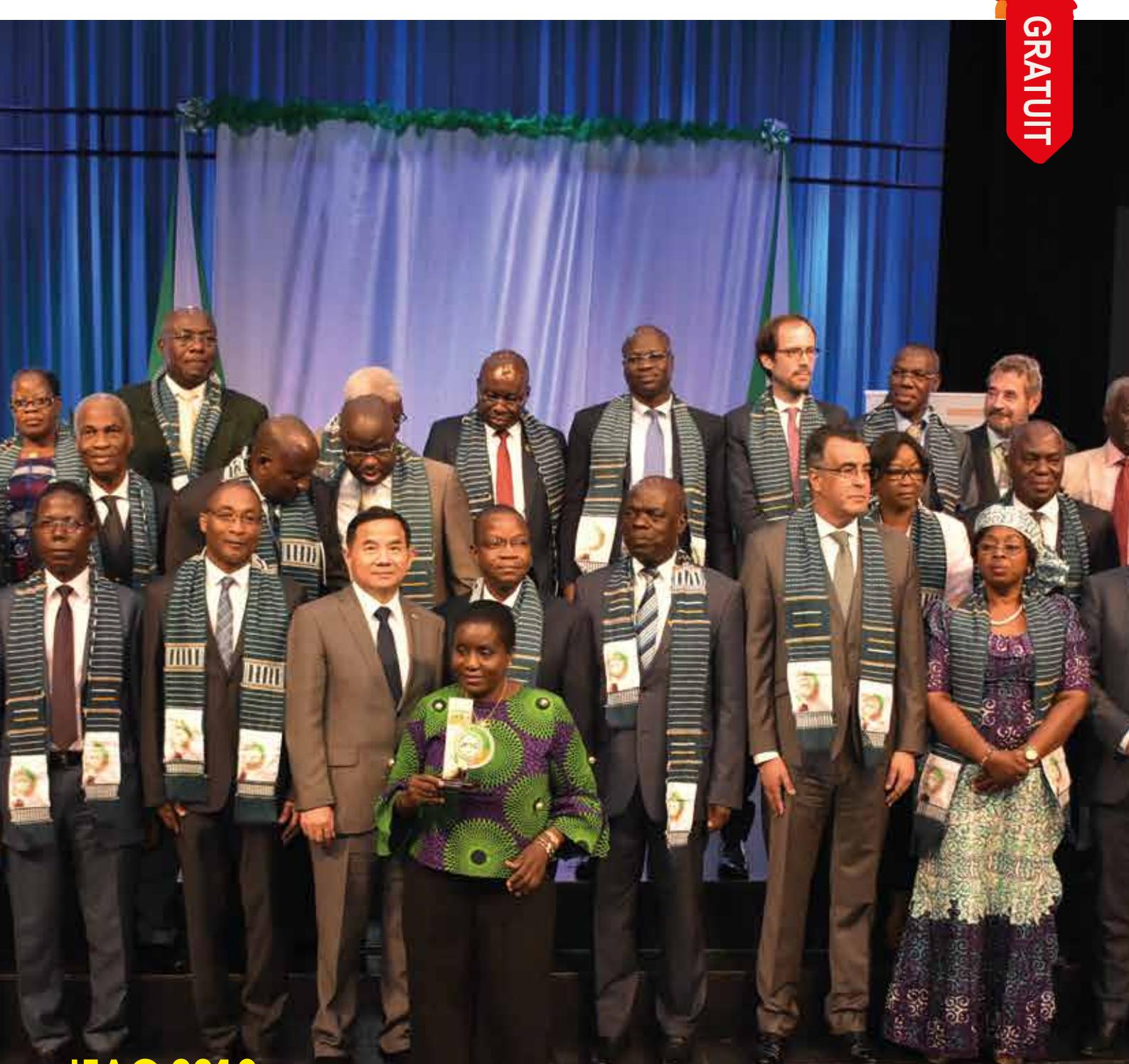
Le Magazine des journées africaines de l'écologie et des changements climatiques



N°2 - JUILLET 2019

Mag

GRATUIT



JFAC 2019

L'Afrique se mobilise pour l'écologie

- Forte mobilisation des écologistes à Abidjan
- Enclenchement du processus de transition écologique
- Prochain rendez-vous du 19 au 22 mars 2020 à Abidjan



Le Réseau africain des experts pour les Forêts, l'Agriculture, l'énergie et le Changement Climatique, en abrégé REFACC est une association non lucrative créée par un consortium d'experts et un pools de journalistes africains en vue de renforcer le dialogue et la coopération avec les acteurs des pays africains. Réseau qui est apolitique, est au service des communautés et des collectivités et se propose d'aider directement les plus vulnérables au changement climatique afin d'accroître leurs capacités à s'adapter, facilitant ainsi la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le REFACC intervient dans l'accès à l'énergie en milieu rural (énergie solaire, biomasse et énergies de cuisson), la gestion efficiente des ressources naturelles (eau, forêts, mines etc) et l'économie circulaire dans nos Régions africaines pour un accompagnement à la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de l'initiative pour l'Alliance Solaire Internationale (ASI). Afin de mener à bien sa mission le REFACC s'est doté d'un Conseil d'Administration, d'une Assemblée Générale, d'un Conseil des experts, d'un pools de journalistes et de célébrités et d'un Bureau Exécutif dirigé par experts africains chevronnés exerçant dans divers secteurs d'activités liés aux changements climatiques.

Le Président du REFACC est spécialiste en politique et stratégie climat, finance climatique, mobilisation de ressource, projet bas carbone, environnement et ressources naturelles. Il a 15 ans d'expériences dans les négociations climat. Il a été plusieurs fois récompensé en Afrique pour ses actions en faveur du climat et du développement durable.

Le Directeur Exécutif est expert en stratégie et développement local. Il a élaboré et mis en place plusieurs projets communautaires dans la Région Ouest Africaine.

Le REFACC regorge actuellement d'une centaine d'experts et un pools de journaliste repartis dans 08 pays de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Togo, Mali, Niger, Burkina, Guinée Conakry).

Éradiquer la famine à travers une agriculture intelligente au niveau local, donner accès à l'eau potable et maîtriser l'irrigation en adoptant les techniques nouvelles. Favoriser un accès à l'énergie pour les couches les plus les communautés les plus vulnérables. Tels sont les mots d'ordre du REFACC. Puisque l'agriculture dite intelligente face au changement climatique demeure encore un défi pour les pays africains malgré ce qui est fait jusque-là. Ce qui exige désormais des actions courageuses, plus favorables pour atteindre les objectifs fixés par les dirigeants africains au sommet de Malabo en 2014 : « La mise en place d'une agriculture intelligente d'ici 2025 ».

La lutte contre le changement climatique était d'une complexité monstrueuse qui engage l'avenir, la contribution du REFACC dans ce défi mondial s'articule autour de quatre domaines prioritaires :

- La promotion de la gestion efficiente de nos ressources naturelles, l'atteinte du Mix énergétique (énergie renouvelable - solaire, biomasse, énergie de cuisson, bois-énergie, etc.) et la transition vers des économies circulaires dans nos Régions africaines ;
- La promotion de la recherche, l'éducation, la formation d'un pool de journalistes africains spécialisés, la sensibilisation et la vulgarisation par rapport au changement climatique et la promotion de la coopération nationale, régionale et internationale axées sur le changement climatique ;
- La contribution pour une amélioration de la législation, de la gouvernance du changement climatique et un renforcement des cadres institutionnels locaux avec une harmonisation des politiques sectorielles liées au climat et l'intégration des impératifs changements climatiques dans les politiques et budgétisations nationales et les processus de développement au niveau Régional ;
- Le suivi évaluation des initiatives pour le climat, l'énergie, l'eau, la forêt et l'agriculture.

Il s'agit pour le REFACC de fournir des outils nécessaires au renforcement du dispositif existant dans nos Régions africaines.

Car pour les experts du REFACC, le vrai problème de la déforestation, des changements climatiques en Afrique, n'est pas l'absence de solutions, mais notre capacité à informer et toutes les parties prenantes des solutions et alternatives que nous avons et à leur donner des outils et bonnes pratiques pour aller à l'encontre des habitudes qui nuisent au développement de l'Afrique.

"Amener les uns et les autres à prendre conscience de la nécessité de préserver notre environnement"

Par Joseph Séka Séka, ministre de l'Environnement et du développement durable

Les objectifs des Journées Africaines de l'Ecologie et des Changements Climatiques (JFAC) coïncident avec les missions assignées à mon département ministériel et cadrent avec la vision du Président de la République en matière de promotion et de préservation de notre environnement. L'objectif général des JFAC est d'offrir à l'ensemble des acteurs de l'écologie africaine un espace d'éveil des consciences, de partage de connaissances et de bonnes pratiques nécessaires à la transition écologique et énergétique en Afrique. Ces journées sont une occasion de promotion des changements dans nos manières de consommer, de travailler, de produire ou encore de cohabiter. Ces changements sont destinés à servir le développement durable, afin d'apporter une réponse aux enjeux environnementaux majeurs, comme le changement climatique, la perte de la biodiversité, l'aménagement de nos ressources naturelles et l'augmentation des risques environnementaux.

Le Réseau des Experts Africains pour l'Ecologie (REFACC) est une organisation engagée et sérieuse qui est en train de faire un formidable travail de sensibilisation et de formation pour une transition écologique adaptée à l'Afrique. Ce réseau d'experts s'est résolument mis à la disposition des collectivités territoriales afin de toucher le maximum de populations vulnérables. Aussi, il convient de signifier que le Ministère travaille avec les organisations de la société civile qui œuvrent à promouvoir les bonnes pratiques écologiques surtout dans les communautés et les collectivités territoriales.

La particularité de cette édition des JFAC a été le Haut Patronage par SEM Amadou Gon COULIBALY, Premier Ministre, Chef du Gouvernement et l'engagement de neuf autres Ministères. Cela dénote de l'adhésion du Gouvernement à cette activité et traduit la solidarité gouvernementale

pour la lutte contre le réchauffement climatique qui enclenche ainsi le processus de la transition écologique et énergétique.

Aussi, puis-je souligner la participation remarquée des pays de la sous-région et des Ambassades du Royaume du Maroc et de la République Populaire de Chine pour partager leurs expériences et bonnes pratiques en la matière.

L'autre particularité de cette édition est la présence du secteur privé, qui à travers les entreprises, vient faire découvrir leurs initiatives et inventions en matière d'écologie. La forte mobilisation de cette année, la qualité des participants et les recommandations ressorties démontrent la volonté des populations africaines et des partenaires d'insuffler une nouvelle dynamique pour la lutte contre les effets des changements climatiques qui impactent négativement la vie de nos concitoyens et dégradent davantage notre environnement.

Nous espérons que ces différents messages de sensibilisation et d'information inspirés du thème central des JFAC 2019 amèneront les uns et les autres à prendre



conscience de la nécessité de préserver notre environnement déjà suffisamment fragilisé par les changements climatiques mais aussi et surtout par nos pratiques incompatibles avec la gestion durable des ressources naturelles.

Je voudrais inviter toute la population ivoirienne, les partenaires, le secteur privé, les collectivités et les jeunes inventeurs à s'approprier ces journées africaines de l'écologie qui vont constituer, chaque année, notre rendez-vous écologique africain. La prochaine édition est prévue du 19 au 22 mars 2020 à Abidjan et sera consacrée à l'entrepreneuriat jeune et la transition écologique ainsi que l'épineux problème des alternatives à l'énergie de cuisson propre. Ce sera un rappel à la responsabilité et à l'engagement de chacun, à son niveau et selon ses moyens. C'est aussi un appel aux investisseurs dans le domaine de l'écologie et la restauration de notre environnement.

En somme, je lance un appel à tous pour l'adoption des bonnes pratiques et innovations écologiques pour la préservation de notre environnement.

PAGE 3
EDITORIAL

PAGE 4 A 9
DOSSIER

PAGE 13 A 32
FOCUS

SOMMAIRE

PAGE 37 A 38
Zoom sur...

PAGE 33 A 34
Les Awards 2019

AFRIK ECOLO Mag

Réseau Africain d'Experts d'Appui aux collectivités territoriales et aux groupements

Mail : climatrefacc@gmail.com

Site : refacc.com

Facebook : refacclimate

Cel : 09536206 / 08885321 / 52641770

Conception et réalisation : 5/5 Services

07-14-89-18 - 09-94-09-14

Mail: 5sur5services1@gmail.com

LE MOT DU...

Commissaire Général des JFAC

L'Afrique est encore riche de ses terres en grande partie cultivables et de ses ressources humaines. Et pourtant, elle peine à se développer. Il urge que nous tirons les leçons des succès et des échecs des modèles de développement qui ont été expérimentés de par le monde et d'effectuer une transition progressive vers un nouveau modèle de développement plus durable avec une gestion écologique adaptée à nos réalités.

Prenons l'exemple de notre agriculture qui a toujours été reléguée au dernier rang des activités humaines en Afrique. Le paysan est considéré comme un citoyen de seconde zone, à tort bien sûr. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la plupart des pays africains font de l'agriculture la base de leur développement. Mais force est de constater que beaucoup reste à faire. Depuis l'époque de la pierre, l'Afrique n'a remplacé l'outil agricole que par le fer avec une productivité en dessous de la moyenne. Ce n'est malheureusement pas avec la machette et la daba que notre continent pourra se rendre autosuffisante alimentairement avant de parler de développer son agriculture à des fins de transformation.

Avec une démographie galopante et un dérèglement climatique qui s'accentue d'année en année, les moyens agricoles traditionnels ne peuvent plus nourrir les nombreuses populations du continent tant qu'ils n'évolueront pas. Et un homme qui a faim est un homme qui ne pense pas, et par conséquent ne se donne pas les moyens de son développement. Une nécessaire transition agroécologique, couplée à une gestion rationnelles de nos terres et ressources naturelles, s'impose à nous.

Egalement l'utilisation de la ressource bois, comme énergie de cuisson dans près de 80% des ménages, devra être rationalisée à partir de propositions d'alternatives écologiques accessibles à nos parents (biogaz, foyers améliorés, foyers solaires, biomasse énergie etc.). Il urge que nous proposions rapidement des alternatives propres, sans déforestation, moins pénibles et surtout moins nocives pour la santé de nos mères vulnérables.

La forte précarité des communautés rurales nous amène à proposer de nouvelles méthodes de gestion participative des énormes potentialités écologiques de nos Régions afin d'accroître la résilience des populations. Ce qui va réduire la pauvreté en milieu rural, limiter



La forte précarité des communautés rurales nous amène à proposer de nouvelles méthodes de gestion participative

l'immigration clandestine, réduire les conflits, désengorger nos grandes villes et conduire à un développement effectivement durable. Car en réalité, selon Philippe St Marc, "Le coût de la protection du milieu naturel est beaucoup plus faible que le coût de sa reconstitution. La défense de la nature est rentable pour les nations". Pour nous, ces journées écologiques sont une aubaine, un moyen d'apporter notre contribution à travers, l'information, la formation et l'encadrement.

Nous remercions très sincèrement son Excellence Monsieur le Premier Ministre de Côte d'Ivoire pour le Haut Patronage de la

2ième édition des journées écologiques africaines. Nous félicitons et saluons très sincèrement Monsieur de l'Environnement et du Développement Durable, le Prof Joseph Seka SEKA pour son implication personnelle et sa disponibilité sans faille. Merci à tous les Partenaires qui ont cru en ce projet et bravo à toute l'équipe du REFACC et du Ministère en charge de l'Environnement de Côte d'Ivoire pour la brillante organisation.

La 3ème édition qui se tiendra du 19 au 22 mars 2020 à Abidjan apportera des innovations et mettra l'accent sur les jeunes inventeurs écologiques africains, les alternatives pour l'énergie de cuisson propre et surtout sur le business écologique en Afrique et l'employabilité des jeunes.

C'est un sacerdoce pour nous et nous continuons de nous battre pour une transition écologique progressive, effective et adaptée pour l'Afrique.

YAO Marcel

2èmes JOURNÉES AFRICAINES DE L'ÉCOLOGIE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (JFAC)

Les engagements du ministre Séka Séka



Les Journées africaines de l'écologie et des changements climatiques (JFAC 2019) deviennent un baromètre des actions climatiques et écologiques de la Côte d'Ivoire. «Les JFAC peuvent et doivent, en effet, constituer un rendez-vous périodique (peut-être annuel) d'évaluation de nos progrès en matière de lutte contre les changements climatiques et d'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD). Il est important de se trouver, de dialoguer et d'apprendre l'un de l'autre car l'enjeu climatique nous y oblige», c'est ce qu'a déclaré le ministre ivoirien de l'Environnement et du Développement durable, Séka Séka

Il faut agir maintenant main dans la main afin de contrer les aléas climatiques qui deviennent de plus en plus délétères pour nos économies, notre environnement et la santé de nos populations

Joseph le 21 mars 2019 à Abidjan lors de la clôture de la 2ème édition des JFAC. Il a salué et remercié tous ceux qui ont contribué au succès

de ces journées. «Il faut maintenir le cap et accroître ces efforts surtout de façon synergique pour optimiser les ressources qui s'avèrent encore faible. Nous devons innover à tous les niveaux et éveiller la conscience écologique nationale qui constitue le fondement même de la transition écologique», a-t-il souligné.

C'est que tous les thèmes traités au cours de ces journées (18 au 21 mars 2019) ont mis en évidence quelques leviers majeurs sur lesquels le ministre a engagé tous les acteurs nationaux et internationaux. A savoir comment mettre en place et déployer une stratégie de long terme

DOSSIER

de croissance verte et inclusive ou instaurer une économie circulaire basée sur l'entrepreneuriat et la création de métiers et d'emplois notamment pour les jeunes. Tout comme, comment capter la finance climatique pour les initiatives au niveau national et comment mobiliser le secteur financier local. «Ce sont autant de questions qui vont nous permettre de développer un plan d'action intégré pour la transition écologique et la croissance verte en Côte d'Ivoire. Les prochaines JFAC seront l'occasion de faire le bilan de l'évolution de ce processus», a encore engagé le ministre. «C'est pourquoi, je sais que cette occasion solennelle pour exprimer ma gratitude à Monsieur le Président de la République, SEM Monsieur Alassane Ouattara pour avoir accepté la tenue de cette importante rencontre qui prépare la Côte d'Ivoire aux échéances internationales et à relever les défis du changement climatique dans notre pays. Cela réaffirme son engagement mainte fois exprimé au niveau national que sur des tribunes internationales pour la lutte contre les changements climatiques. Je remercie aussi Monsieur le Premier Ministre pour avoir accepté sans hésiter d'être le haut patron de ces JFAC et sans oublier l'ensemble de mes collègues Ministres qui ont soutenu massivement et activement l'organisation et la réalisation de ces journées. Ils ont suivi de près et de façon quotidienne les réflexions lors des sessions durant ces 4 jours. A l'ouverture des travaux le lundi 18 mars, le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Séka Séka Joseph, avait donné le ton des engagements pour cette cause planétaire dont le thème cette année était : «Comment réussir les transitions énergétiques et écologiques dans les pays d'Afrique ?» «Il faut agir maintenant mains dans la main afin de contrer les aléas climatiques qui deviennent de plus en plus délétères pour nos économies, notre environnement et la santé de nos populations», a affirmé le ministre Séka Séka, en présence des ambassadeurs de Chine, Tang Weibin et du royaume du Maroc, Abdelmalek Kettani.

M. Séka, qui représentait le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a salué cette initiative du Réseau des experts africains sur l'environnement et les changements climatiques (REFACC), un «forum d'échanges, de réflexions et de recherches de solutions hardies nécessaires à la transition écologique en Afrique» qui offre la possibilité à tous les acteurs de la transition écologique en Afrique de tisser des relations de partenariats et d'affaires et même de créer des réseaux d'experts en matière de climat.



«L'Afrique a besoin de se retrouver de façon périodique pour des partages d'expériences afin d'apprendre de ses succès et échecs. Chers amis du REFACC, soyez assurés du soutien constant du MINEDD pour les prochaines éditions des JFAC. Mon ambition est d'ailleurs de faire des Journées Africaines de l'Ecologie et des Changements Climatiques, un des événements annuels majeurs de mon Département ministériel à l'image du SARA et de POLLUTEC», a-t-il annoncé. Le Représentant du Premier ministre, Haut patron de l'évènement, le Pr Joseph Séka Séka a également relevé la nécessité d'instaurer et de développer un dialogue entre les politiques sectorielles et avec l'ensemble des parties prenantes pour aboutir à des solutions durables et efficaces. C'est en cela qu'il a salué la synergie gouvernementale qui s'est créée autour des Jfac 2019.

La Rédaction

GROUPE ÉLÉPHANT VERT
www.elephant-vert.com

NOTRE SAVOIR-FAIRE :
UNE OFFRE DE BIOSOLUTIONS ORIENTÉE
AUTOUR DE L'AGRICULTEUR

ÉLÉPHANT VERT:
Une offre globale de solutions
à destination de l'agriculteur

ORGANOVA | Amendements organiques

FERTINOVA | Engrais organiques

NOVAPROTECT | Produits de Biocontrôle

NOVASTIM | Biostimulants

NOVATOOLS FINANCES | Micro-Finance

Assistance technique

LACO | Formation Conseil Analyses agronomiques

Amendement du sol
Protéger et améliorer le capital de l'agriculteur: son sol

Nutrition de la plante
Accroître les rendements

Stimulation de la plante
Accroître les rendements et la qualité

Protection de la plante
Protéger les cultures et sécuriser les revenus

Accompagnement financier
Permettre à l'agriculteur de financer son cycle de production

Accompagnement technique
Aider l'agriculteur à faire le meilleur usage de ses ressources

LES + DES BIOINTRANTS ÉLÉPHANT VERT :

- Utilisables en agriculture biologique
- Durabilité
- Aucun impact sur l'environnement

ÉLÉPHANT VERT CÔTE D'IVOIRE SASU
MARCORY - Boulevard Lorraine - A côté de l'église Sainte Thérèse - 27 BP 813 ABIDJAN 27
Tel. : +225 21 20 93 09
Mail : contact.cotedivoire@elephantvert.ch

Suivez-nous

JFAC 2019

Ce qu'ils en pensent

Prof Joseph SEKA

SEKA, MINEDD :

"Nous sommes tous concernés par les conséquences de la dégradation de notre environnement et du changement climatique et aucun pays africain, aucun secteur, aucune couche sociale n'est épargnée. Les enjeux sont réels et palpables. Et heureusement les solutions existent pour proposer de nouveaux modèles économiques plus durables basés sur une croissance intelligente, équitable et soucieuse des défis environnementaux et sociaux. L'institution des journées africaines de l'écologie se présente comme un espace privilégié d'échange entre experts et de



partages d'expériences sur les bonnes pratiques nécessaires à l'accélération de la transition écologique et énergétique en Afrique. L'édition 2019 des Journées Africaines de l'Ecologie sera donc une occasion pour les décideurs, les experts, les communautés et les organisations de la société civile ainsi que le secteur privé, de se pencher sur les leviers d'actions pour amorcer la fusion des CDN et des ODD en vue de parvenir à un changement de paradigme du modèle économique de nos pays. La lutte n'a de sens que si elle est partagée et que nous agissons ensemble et maintenant."



M. Babacar CISSE

Coordonnateur du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire :

«L'Afrique a un rôle à jouer dans la transition écologique à travers son modèle de développement et sa stratégie d'adaptation face aux effets des changements climatiques. Le

cheminement vers l'émergence est un enjeu pour l'ensemble des pays africains, et la transition écologique en fait partie. Les actions doivent être orientées vers une croissance inclusive, génératrice de revenus durables et transformatrices ; une transformation des secteurs productifs et des chaînes de valeurs ; la révision des modes de production et de consommation ; la valorisation des écosystèmes ; l'amélioration des ressources propres et la promotion de la croissance verte ».

SEM Tang WEIBIN

Ambassadeur de la République Populaire de Chine en Côte d'Ivoire, au nom des partenaires des JFAC 2019 :

«Les défis restent énormes et variés pour le continent. La Chine a déployé une stratégie en matière de lutte contre les changements climatiques en se fixant un plan de contribution en réponse aux changements climatiques à travers la réduction de 60 à 65% son émission de CO₂ par unité de PIB d'ici 2030. Le pays a réussi à réduire ses émissions de carbone de 45% en 2017. La Chine envisage de réaliser 50 projets d'aide dans le continent africain dans les domaines du développement vert, de l'écologie et de la protection de l'Environnement.»



JFAC 2019

Ce qu'ils en pensent

M. Al-Hamdou DORSOUMA

Responsable de la division Climat et Croissance à la BAD :

«Ces journées de la transition écologique africaine sont une opportunité de formation et de sensibilisation pour les acteurs de nos pays. Nous nous tenons aux côtés des experts du REFACC, et la BAD ira plus loin avec l'accroissement de 40% ses investissements vers les changements climatiques et la croissance verte, à partir de 2020. Ce qui va apporter plus de financement dans le processus de transition écologique et surtout inverser la forte tendance à la déforestation»



Mme Angèle LUH

Chef du Bureau Afrique de l'Ouest pour le PNUE :

«Nous encourageons ces initiatives grand public de prise de conscience, de sensibilisation et de formation. Les acteurs de la protection de l'environnement et du développement durable ne doivent pas baisser les bras. Ensemble, soyons farouches et indomptables, libérons nos instincts, notre nature profonde pour sauver la vie sur la planète».

M. ABOUA Moïse

Chef de Cabinet du MINEDD, PCO des JFAC 2019 :

«Cette édition des JFAC a été un véritable test et un défi pour la Côte d'Ivoire et le ministère de l'Environnement et du développement durable au plan de la qualité des participants ivoiriens et étrangers et de la qualité de l'organisation. La Côte d'Ivoire qui est en train de faire des grands pas dans son processus de transition écologique veut être un modèle pour toute l'Afrique. A partir de ces JFAC, nous ambitionnons de faire d'Abidjan la plaque tournante et la rampe de lancement de la transition écologique sur tout le continent.



- Etude, conseil, assistance
- Environnement
- Qualité, Sécurité, Hygiène
- Formation
- Développement durable
- Bilan Energétique
- Analyses de Laboratoire

Cocody-Angré, Cité Ivoirienne 7, 26 BP 977 Abidjan 26
Tel.: (225) 22 50 73 29 / 22 52 40 45 . Fax: (225) 22 50 46 70
www.enval.ci
info@enval.ci / cab.enval@avise.ci

NOTRE EXPERTISE COUVRE
VOS PRÉOCCUPATIONS

JFAC 2019

Le regard des Experts

Face aux nouveaux enjeux du changement climatique et depuis l'élaboration des Contributions Nationales Déterminées (INDC) et les résolutions de l'accord de Paris (COP21), de nombreuses initiatives, projets et programmes sont en cours dans de nombreux pays africains. Pays dans lesquels la question de la gestion efficiente et équitable de l'environnement et des ressources naturelles devient cruciale. Les modèles actuels de développement de ces pays doivent impérativement évoluer vers une véritable transition écologique plus résiliente aux effets du changement climatique. Ce sont ces problématiques qui ont été abordés au cours des JFAC 2019 autour du thème central «Comment réussir les transitions énergétique et écologique dans les pays d'Afrique ?»

Panel de haut niveau

La série des échanges a débuté par un panel inaugural portant sur le thème principal des JFAC. Modéré par Madame Angel Luh, chef du Bureau Sous Régional Afrique de l'Ouest de ONU Environnement, ce panel a été animé par plusieurs experts de différentes structures dont on peut citer ENGIE, Ordre Nationale des Médecins, IRESEN et Green Energy Park du Maroc, Division Croissance Verte de la BAD et CI-ENERGIES. Il ressort de ce panel que la ville constitue un enjeu majeur de la transition énergétique et écologique car la ville émet 80% des GES alors qu'elle représente 2% des terres habitées. En ce qui concerne le secteur de la santé, l'on note que la combustion des énergies fossiles, le développement de l'élevage et l'utilisation des engrains contenant de l'azote ont un effet néfastes sur le climat et sur l'homme. On assiste au développement des stress post-traumatique, des maladies, les décès, la famine, la réurgence et la persistance de certaines pathologies du fait du réchauffement climatique. Dans l'optique de vulgariser ces bonnes pratiques, une volonté politique forte est nécessaire pour passer à une transition énergétique. Les partenaires devront également financer des projets et des programmes dans le sens de l'efficacité énergétique et favoriser l'innovation et la recherche scientifique dans le domaine des énergies renouvelables. Les pays africains font face aux défis et opportunités en matière de développement durable. Ce sont entre autres l'électricité, l'autosuffisance alimentaire et la déforestation. La BAD entend inverser la donne en matière énergétique par le financement des énergies renouvelables. L'institution a élaboré une stratégie décennale avec un cadre stratégique pour le changement climatique et l'énergie. Avec le New Deal Africain, elle entend permettre aux Etats l'accès au financement pour les énergies renouvelables et une ouverture vers une croissance verte. D'autres sous-thèmes ont été également abordés et se rapportent aux territoires et changement climatique en Afrique ; au financement de la transition énergétique et écologique en Afrique ; à l'Agro-écologie, la recherche scientifique et les changements climatiques.

Territoires et changement climatique

Les Villes Africaines ont besoin d'un nouvel ensemble d'outils et de ressources qui leurs permettront de faire face



aux nouveaux défis auxquels sont confrontés les centres urbains en croissance rapide. Parmi ces difficultés auxquelles sont confrontées les villes Africaines, on peut énumérer : Plans directeurs obsolètes et stratégie d'adaptation au changement climatique en milieu urbain inadéquates, mécanismes de financement municipaux inadéquats pour soutenir les investissements, manque de capacité pour coordonner et mettre en œuvre des projets, urbanisation rapide et mauvaise gestion des déchets, autant de questions dont les réponses contribueraient à améliorer et donner un caractère durable à nos villes africaines. L'avenir des grandes villes africaines est donc un enjeu de taille. Cette thématique a réuni les acteurs de la ville, les autorités locales, les opérateurs économiques, les bailleurs, les associations, les chercheurs, l'ordre des architectes etc.

Agro écologie, recherches scientifiques et changements climatique

L'économie des pays africains et plus précisément ceux de l'Afrique de l'Ouest est basée sur l'agriculture. Bien que considérée comme une activité émettrice de gaz à effet de serre, l'agriculture peut être une source de réduction de GES. Elle représente l'un des secteurs les plus vulnérables au changement climatique, qui impacte directement la productivité. D'où l'importance de la réflexion sur ce thème qui a regroupé les acteurs du secteur agricole et forestier dans le contexte de changement climatique afin de proposer des bonnes pratiques à vulgariser (Le Centre Suisse de Recherches Scientifiques, CI Energies, Farmstrong, AFD, AGRA, WASCAL, SINAFOR). La démarche RSE de CI ENERGIES a adopté une démarche RSE exemplaire dans le cadre de la mise en œuvre du projet de construction du barrage de Soubré. Cette démarche a consisté en la protection d'une zone de 200Ha réservée à la biodiversité. A cet effet un plan de gestion environnemental et social (PGES) issu de l'étude.

RECOMMANDATIONS

Il ressort de cette 2ème édition des JFAC, les recommandations suivantes :

- L'institutionnalisation des Journées Africaines de l'Ecologie et des Changements Climatiques (JFAC) comme espace annuel d'expression et de partage des bonnes pratiques écologiques;
- Le renforcement du cadre institutionnel et juridique pour assurer une croissance verte inclusive ;
- Le renforcement du cadre de collaboration entre les Ministères techniques, le REFACC, les Collectivités territoriales, le secteur privé et la société civile pour des actions climatiques;
- La mise en place de mesures incitative à la prise en compte effective des questions de Genre et Climat dans les politiques, plans, programmes et projets de développement de toutes les parties prenantes en particulier des collectivités territoriales ;
- La Facilitation de l'accès à l'information sur les technologies et la finance climatique à l'ensemble des acteurs ;
- La mise en place d'un mécanisme de captation des financements verts pour soutenir les actions de recherche et la promotion des innovations écologiques ;
- L'appui à la recherche scientifique dans le domaine climatique et de l'économie verte
- La vulgarisation des éco-innovations et des recherches scientifiques;
- Le renforcement de la communication, la sensibilisation et les capacités à l'action écologique citoyenne pour le changement de comportement ;

A l'issue des travaux de la 2ème édition des JFAC 2019, le comité d'organisation note la forte mobilisation et la qualité des échanges qui ont permis d'enregistrer des contributions constructives à la lutte contre le réchauffement climatique en Afrique.

MISE EN RESEAU

Les rencontres d'affaires quant à elles ont permis de créer un réseau constitué d'offreurs et de demandeurs dans les secteurs de l'environnement, de l'énergie et de la lutte contre les changements climatiques afin de pérenniser les acquis de cette 2ème édition des JFAC 2019. Plus de 150 intentions de demande de mise en partenariat et/ou en réseautage ont été exprimées dans plus de 30 secteurs d'activité.

CONSTRUIRE LA CÔTE D'IVOIRE ÉLECTRIQUE



MISSIONS

- Planifier l'offre et la demande en énergie électrique
- Accroître les capacités de production y compris dans le domaine des énergies renouvelables
- Améliorer la qualité de la fourniture de l'électricité par le développement des réseaux de transport et de distribution
- Améliorer l'accès à l'électricité à travers l'électrification rurale
- Gérer les flux financiers du secteur de l'électricité

OBJECTIFS À L'HORIZON 2020

- Porter la capacité de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire à 4 000 MW
- Construire plus de 3 500 km de lignes haute tension
- Doubler la capacité de transit dans le Grand Abidjan avec 10 nouveaux postes sources
- Renforcer les interconnexions avec les pays voisins en construisant les réseaux électriques avec le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone
- Installer 750 postes de distribution d'électricité
- Achever l'électrification des 8 198 localités que compte la Côte d'Ivoire



Nous adaptons nos constructions à vos besoins



“La case de la
grand-mère”

Un concept



Une vue des Résidences de Dimbokro



+ 225 - 22 47 92 67 / 49 23 86 40
ohelinter@gmail.com - www.ohelinternational.net
info@ohelinternational.net



CENTRE IVOIRIEN ANTI-POLLUTION (CIAPOL)

Nos Missions :

- L'analyse systématique des eaux naturelles (marines, lagunaires, continentales, souterraines et météoriques), des déchets (solides, liquides et gazeux) et des résidus ;
- La réalisation des bilans de pollutions et l'évaluation des nuisances ainsi que l'organisation de la lutte contre celles-ci;
- L'établissement et la gestion d'une base de données environnementale
- L'établissement et la gestion d'un Réseau National d'Observation (RNO) pour la surveillance continue des milieux aquatiques, édaphiques et atmosphériques ;
- La protection des milieux récepteurs: sol, air et eau
- La lutte contre les végétaux aquatiques envahissants;
- La mise en œuvre du Plan d'intervention d'urgence contre les pollutions accidentelles en mer, en lagune ou dans les zones côtières (PLAN POLLUMAR);
- Le contrôle de l'application des lois, décrets et conventions nationales, régionales et règles de prévention et de lutte contre les pollutions du milieu marin et lagunaire par les entreprises, les navires, les engins de mer, de lagune et de fleuve ;
- Le contrôle et le suivi de la dépollution des sites contaminés;
- La recherche et le suivi des infractions;
- L'inspection des installations classées;
- L'émission et le contrôle des taxes d'inspections des installations classées;
- Le recouvrement des taxes d'inspection des Installations Classées...

Nos prestations

- Analyses des paramètres de la qualité de l'eau
- Analyse des micropolluants dans l'eau, la matière vivante et les sédiments
- Analyses des paramètres microbiologiques dans l'eau, la matière vivante et les sédiments
- Numération des germes de contamination fécale
- Identification des germes pathogènes et des parasites

Nos diverses interventions

- Contributions aux études d'impact environnemental
- Lutte contre le phénomène d'invasion des milieux aquatiques (végétaux flottants)
- Bilan de pollution des unités industrielles
- Plan de lutte contre la pollution accidentelle par les hydrocarbures
- Aménagement côtier et sensibilité littorale (érosion)

LE PLAN POLLUMAR

Le CIAPOL (Centre Ivoirien Antipollution) a été désigné au sein du Ministère de l'Environnement comme la structure nationale chargée de la coordination de toutes les interventions suite à des accidents de pollution ou des menaces de pollution dans les milieux marins et lagunaires en Côte d'Ivoire dénommé le PLAN POLLUMAR.

Ainsi, le Plan POLLUMAR a pour objet:

- De fixer les responsabilités
- D'Assurer une intervention rapide et efficace dans les opérations de lutte en cas de pollution ou de menace de pollution par des hydrocarbures ou des produits chimiques des milieux marins et lagunaires et de la zone côtière.
- De décrire l'organisation de la lutte, les stratégies à mettre en œuvre et les moyens à déployer.

La préparation à la lutte est assurée par le Comité Interministériel de Lutte (CIL) dirigé par le Ministre en charge de l'Environnement.

LE RESEAU NATIONAL D'OBSERVATION EN CÔTE D'IVOIRE (RNO-CI)

Le Réseau National d'Observation (RNO) a pour objectif :

- D'établir une surveillance systématique et continue de la qualité des eaux afin d'obtenir une vue synoptique,
- De créer un système d'alarme à court, moyen et long terme par la détection d'indicateurs spécifiques de tendances à l'évolution de la qualité des eaux marines et lagunaires.
- De fournir des données régulières aux laboratoires, aux utilisateurs et aux gestionnaires de ces eaux ;
- De suivre l'effet des mesures de protection, de prévention et d'aménagement

On dénombre 3 types de réseaux avec plusieurs stations :

- **RNO LAGUNAIRE** : Lagune Ebrié (19 stations mensuelles et 33 points de prélèvements sur la lagune Ebrié à Abidjan) lagune Aby (13 stations) ; lagune Grand -Lahou
- **RNO CONTINENTAL** : Bandama (12 stations semestrielles), Comoé (11 stations semestrielles), Sassandra (08 stations semestrielles)
- **RNO LITTORAL** : le réseau comporte 12 stations semestrielles avec 12 points de prélèvements sur le littoral

2èmes JOURNÉES AFRICAINES DE L'ÉCOLOGIE Zoom sur les exposants

La deuxième édition des journées africaines de l'écologie (Jfac) a donné l'opportunité aux Ong, les structures sous tutelle du ministère de l'Environnement et du Développement durable, les entreprises spécialisées dans la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, de présenter leur savoir-faire en leur offrant une plateforme d'exposition. Cette année, plus d'une cinquantaine d'exposants issus de la Côte d'Ivoire, la Chine, la France, le Maroc, etc., ont pris part à cette rencontre de haut niveau. La plupart des stands ont été visités par le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Pr Joseph Séka Séka et ses collaborateurs. Accompagné de l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Côte d'Ivoire, Tang Weibin, de l'ambassadeur du Maroc, Abdelmalek Kettani, le ministre a tenu à remercier chacun des exposants. Il a adressé un mot à chacun. Et les jours suivants, les stands étaient toujours pris d'assaut.

Le Ciapol en pointe

Le Ciapol, dont la priorité est la lutte contre la pollution, a participé à ces journées. Des responsables ont animé un stand qui a été visité par leur ministre de tutelle. La première structure d'éveil contre la pollution en Côte d'Ivoire a expliqué aux différents visiteurs que l'avenir est prometteur pour la recherche sur la qualité de l'air dans le pays. Selon M. Gueu, chef de service Gestion des sites pollués, il y a quelques semaines, le Ciapol a réceptionné un important lot de matériels qui permet de mieux outiller les chercheurs dans leur travail. Ainsi la structure pourra renforcer et appliquer les réglementations relatives aux incidents chimiques et radiologiques. En attendant, le Ciapol est à mesure, a-t-il dit, à travers les prélèvements et autres recherches, de dire aujourd'hui que les sites où il y a eu le déversement des déchets toxiques en 2006, sont sans danger pour les populations. «Cela rentre dans le cadre du plan national de surveillance, d'alerte et de gestion des urgences chimiques et radiologiques», a-t-il souligné.

L'Ong Le Mérite dans la durabilité

Akoun Silvère, l'un des responsables de l'Ong Le Mérite, a présenté les solutions pour la



durabilité des matières telles que les chaussures, les pneus. Pour lui, ces assises viennent à point nommé parce que c'est une opportunité de tisser de nouveaux partenariats avec les acteurs de ce secteur.

Engie, l'électricité bas carbone

Madou Ouattara, directeur général adjoint d'Engie, un groupe industriel énergétique français, a affirmé que ces assises sont une aubaine pour faire la promotion de l'énergie solaire. Qui, selon lui, fait partie des énergies

renouvelables permettant de produire de l'électricité sans matière première et sans impact sur l'environnement. D'ailleurs, l'une des solutions du groupe est de proposer aux visiteurs une production d'électricité bas carbone, notamment à partir de gaz naturel. 2IAE à l'école écologique

Le Groupe Ecoles 2IAE était également présent aux Jfac 2019 avec son stand qui a été pris d'assaut. Cette présence du groupe école à cette grand'messe de l'écologie s'expliquait par le fait que des étudiants sont formés en Master environnement et développement

durable. C'est qu'en partenariat avec le Centre Universitaire de Formation en Environnement et Développement durable, CUFE de Sherbrooke, au Canada, le groupe 2IFE/2IAE forme déjà au Master en environnement développement durable en Côte d'Ivoire. Ce Master permet de créer de nouveaux emplois et d'avoir une jeunesse éco-citoyenne.

L'OIPR et la lutte contre les changements climatiques

L'OIPR a animé un stand tenu par les équipes de communicants de la Direction Générale, la Direction de Zone Sud-Ouest pour le Parc national de Taï, le Chargé des mesures riveraines et le Chef secteur Nessian concernant le Parc national de la Comoé. Ils ont démontré que les parcs nationaux et réserves naturelles (PNR) jouent un rôle clé dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, phénomène planétaire au cœur de la 2ème édition des JFAC. La communica-



VOUS SERVIR LA QUALITÉ



1^{ère} ENTREPRISE DE BOISSONS CERTIFIÉE EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE

ISO 9001
BUREAU VERITAS
Certification





MAXAFRICA



Engagé pour la préservation du patrimoine naturel

Parce que l'avenir écologique de la Côte d'Ivoire dépend de la conservation de son environnement, Moov CI, entreprise citoyenne s'engage pour la protection du patrimoine naturel du pays.

Agir, Protéger, Profiter !



tion à l'endroit des visiteurs du stand était axée fondamentalement sur la présentation du réseaux PNR de l'OIPR, les différents écosystèmes constitués, entre autres, de forêts sempervirentes, de savane, de mangroves et les services écosystémiques rendus par les aires protégées.

Cimaf dans l'éologie avec Robusto

L'entreprise Cimaf (Les Ciments d'Afrique) a marqué sa présence lors des 2èmes JFAC. Le cimentier a tenu un stand. De nombreux curieux ont voulu savoir au fil des quatre jours d'exposition le sens de cette présence à une rencontre écologique et découvrir par ailleurs l'offre vedette, Robusto, de Cimaf. Il a été expliqué que la participation du Groupe à ce salon est une opportunité d'échanger avec le grand public et les professionnels de la construction sur leurs attentes et besoins mais également d'appréhender le dynamisme du secteur et les tendances qui s'en dégagent. L'on a appris que Robusto offre aux professionnels pré-fabricants et briquetiers une solution innovante leur permettant de gagner en efficacité et rendement. Elaboré avec une technologie de dernière génération, Robusto confirme l'engagement du Groupe pour un développement durable basé sur un équilibre entre la croissance économique et le respect de l'environnement. Tout le sens de la participation de Cimaf au JFAC 2019. «Nous nous réjouissons de l'intérêt qu'ont porté les professionnels et le grand public à notre stand», a lancé le responsable du stand.

La touche Eléphant Vert

«Nous développons une approche globale, depuis la paillasse de nos chercheurs jusqu'aux champs des cultures, pour mettre à la disposition des agriculteurs des produits et des services efficaces, 100% naturels et sans impact négatif sur les sols. Nous apportons des solutions pour changer le modèle agricole et rendre possible, à grande échelle, une agriculture performante, saine et durable», c'est qu'on peut lire sur le site <http://www.elephant-vert.com/>. Voilà qui explique la présence du groupe Eléphant Vert, comme partenaire de choix des Jfac. En un mot comme en mille, Eléphant Vert était dans son élément. Le stand a attiré l'attention des visiteurs par ses couleurs vives et attrayantes. Pour ce qui des offres, Eléphant Vert propose des bio solutions qui répondent aux des

FOCUS

agriculteurs. Côté innovations, les visiteurs ont découvert le four merveille, four amélioré. Changer les habitudes pour intégrer des pratiques écologiques dans le quotidien des ménages, c'est le credo des inventeurs de nouveau type de fourneaux. Des foyers écologiques qui marchent avec du charbon fabriqué à partir des cabosses de cacao. Les différents modèles s'achètent pour le solitaire à 12500 F, le familial à 22500 F quand Douba coûte 30.000 FCFA.

Bio Phyto (Bénin), des pesticides sains

BIO PHYTO qui assure produire des intrants biologiques (engrais et pesticides) respectueux de la santé publique et de l'environnement était là. Avec deux produits 100% naturels pour la préservation et le développement des cultures et qui assurent aux agriculteurs une meilleure protection sanitaire et permettent à la population de manger des aliments sains : Top bio (concentré émulsionnable à action insecticide, insectifuge et fongicide) et Agro bio (engrais biologique fertilisant, nématicide et stimulateur de croissance).



Le Csrs avec les résultats de ses recherches

En tant que partenaire de l'événement, le Centre Suisse de recherches scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) a animé un stand. Chercheurs, étudiants, institutions nationales, responsables d'ONG, acteurs du secteur agricoles, etc. ont pu ainsi, découvrir le CSRS, ses formations, ses projets de recherches et ses actions en faveur des communautés et l'impact de toutes ses recherches sur le quotidien des populations.

Moov dans le reboisement

Pour ceux qui ne comprendraient pas la présence la compagnie de téléphonie aux JFAC, il faut simplement se référer à ce qu'elle fait pour le reboisement. Le responsable du stand a tout simplement rappelé que Moov est une entreprise éco-citoyenne qui œuvre pour la préservation de l'environnement à travers le reboisement. En partenariat avec la Société de développement de la forêt (Sodefor), ils ont réalisé une série de planting d'arbres à l'intérieur du pays. Ainsi donc ont été reboisées la forêt classée de Béki à Abengourou, le vendredi 19 mai ; suivie de celle de Bamoro à Bouaké, une semaine plus



tard, c'est-à-dire, le vendredi 26 mai. La caravane Moov Reboisement a également été dans la forêt classée de Ballakas (Korhogo), le 2 juin 2017, a-t-on cité.

Le champignon se laisse découvrir

Les responsables d'une structure qui produit les champignons pleurotes occupaient un stand pour expliquer les bienfaits du pleurote et la nécessité de priser cette culture. Les visiteurs ont appris qu'il y a une dizaine de

variétés de champignon dont les pleurotes, les champignons de palmier que tout le monde connaît, les champignons à longue queue, etc. La culture du champignon est facile à faire. Elle n'a pas besoin d'un hectare. Elle est facile à faire. «C'est une culture qui nourrit son homme. Le kg du champignon se vend à 3.000 FCFA voire 5.000 FCFA, donc plus cher que le kg de café et de cacao ou de l'anacarde», a-t-on vanté. Surtout que le champignon comestible soigne le rhumatisme, le diabète et même le cancer.

Agence Nationale d'Appui au Développement Rural



Face aux défis du changement climatique, l'ANADER accompagne les producteurs par :

- > L'information climatique et le Conseil Agricole*
- > La sensibilisation des populations sur le Changement Climatique*
- > Le transfert de technologies innovantes*
- > La formation aux bonnes pratiques agricoles*



Leader du Conseil Agricole et Rural en Côte d'Ivoire

SIÈGE SOCIAL : Abidjan, Boulevard de la Paix | ADRESSE : BP V 183 Abidjan (Côte d'Ivoire)

TÉL : 20 21 67 00 | FAX : 20 21 67 05

SITE WEB : www.anader.ci | EMAIL : anader@anader.ci

Société d'économie mixte de type particulier à sa création avec 90,3 % de participation de l'Etat de Côte d'Ivoire au Capital de **500 Millions de FCFA**, l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) est devenue en avril 1998 une Société Anonyme (S.A) à participation minoritaire de l'Etat au capital social, le reste du capital étant réparti entre les familles professionnelles et le secteur privé. L'objet social de l'ANADER est d'assurer le conseil et la vulgarisation agricoles en Côte d'Ivoire.

* Notre vision

Une ANADER performante , assurant avec efficacité les missions de service public concédées par l'Etat et des prestations adaptées aux besoins des clients.



* Notre mission

L'ANADER a pour mission de «contribuer à l'amélioration des conditions de vie du monde rural par la professionnalisation des exploitants et des organisations professionnelles agricoles en concevant et en mettant en oeuvre des outils et approches appropriés, des programmes adaptés pour assurer un développement durable et maîtrisé».

* Notre contribution aux enjeux nationaux

Depuis 25 ans, les actions de l'ANADER concourent à relever des défis de notre pays parmi lesquels :

- la production durable des principales cultures d'exportation
- la sécurité alimentaire
- l'autonomisation de la femme et l'appui à l'emploi-jeunes
- l'accompagnement des exploitants à l'adaptation aux effets du changement climatique
- la lutte contre les pandémies et la promotion de la santé en milieu rural
- l'appui à la réinsertion socio-économique des migrants



* Notre organisation spatiale

L'ANADER compte 1100 centres de vulgarisation répartis sur l'ensemble du territoire Ivoirien à travers 7 Directions Régionales et 57 Zones qui sont :

- ABIDJAN - Aboisso - Adzopé - Agboville - Alépé - Dabou - Grand - Lahou - Tiassalé - BOUAKE - Béoumi - Bocanda - Dimbokro - Mankono - M'Bahiakro - Sakassou - Tiébissou - Toumodi - Yamoussoukro - ABENGOUROU - Agnibilékro - Bongouanou - Bouna - Daoukro - Tanda - DALOA - Bouaflé - Issia - Séguéla - Sinfra - Vavoua - Zuénoula - KORHOGO - Boundiali - Dabakala - Ferkéssédougou - Katiola - Tingréla - Minignan - Odienné - MAN - Bangolo - Biankouma - Danané - Duékoué - Guiglo - Kouibly - Touba - Toulepleu - SAN PEDRO - Lakota - Sassandra - Gagnoa - Divo - Oumé - Soubré - Tabou



* Nos domaines de compétence

- Conseil agricole • Formation •
- Génie rural et Mécanisation agricole • Suivi-évaluation •
- Recherche-Développement • Etude de projet • Genre et Développement • Planification et Développement local
- Lutte contre les pandémies en milieu rural



Leader du Conseil Agricole en Côte d'Ivoire

Plateau, Boulevard de la Paix

Tél : (+225) 20 21 67 00 • Fax : 20 21 67 05 •

Email : anader@anader.ci • Twitter : [@anader_ci](https://twitter.com/anader_ci)



COMMENT IMPACTER LE CLIMAT EN AFRIQUE

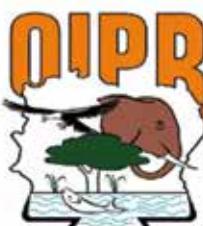
La touche REFACC

La réduction du réchauffement du climat et la gestion de ses conséquences se posent avec acuité. Le changement climatique affecte les ressources naturelles et ses conséquences négatives ne feront que s'aggraver, si des mesures drastiques ne sont pas prises. C'est ce qui a justifié l'organisation des dernières Journées africaines pour les forêts, l'eau, l'énergie, l'agro-écologie et le changement climatique (JFAC) du 18 au 22 mars 2019 à Abidjan. Le Réseau des experts africains pour les Forêts, l'Agriculture et le Changement Climatique (REFACC), à travers cette 2ème édition des JFAC, entendait éveiller les consciences vers des modes de consommation et de productions durables, vers des comportements éco responsables et établir des partenariats actifs. Le thème retenu des JFAC 2019 était Comment maîtriser et réussir les transitions énergétique et écologique dans les pays d'Afrique ? L'urgence des dégâts climatiques sur l'humanité exige l'implication de toutes les forces vives, des leaders d'opinion et des actions fortes. L'idée des JFAC est de vulgariser les bonnes pratiques auprès des décideurs, des populations, des collectivi-



tés et des communautés. Le REFACC encourage les Etats africains à franchir le cap des énergies fossiles pour se développer vers un environnement durable et respectueux. Association non lucrative et apolitique

d'experts africains expérimentés, le REFACC se propose d'apporter sa modeste contribution à travers un cadre global d'échanges, une plateforme de démonstration et de partage de bonnes pratiques.



Office Ivoirien
des Parcs et Réserves
des Parcs et Réserves



**LES PARCS NATIONAUX ET RÉSERVES NATURELLES,
PUITS DE CARBONE, RÉSERVOIRS D'OXYGÈNE,
REMPARTS ÉCOLOGIQUES
CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.**

Direction Générale: Cocody deux Plateaux - 22 41 40 59 - www.oipr.ci - info@oipr.ci



LA CHINE CONSTRUIT LA PREMIÈRE VILLE / FORêt DU MONDE !

AUTOSUFFISANTE ET ENTIÈREMENT VÉGÉTALISÉE, UN MODÈLE ÉCOLOGIQUE



Pour vous, nous allions la culture
cacao à la passion des hommes pour
des chocolats uniques.

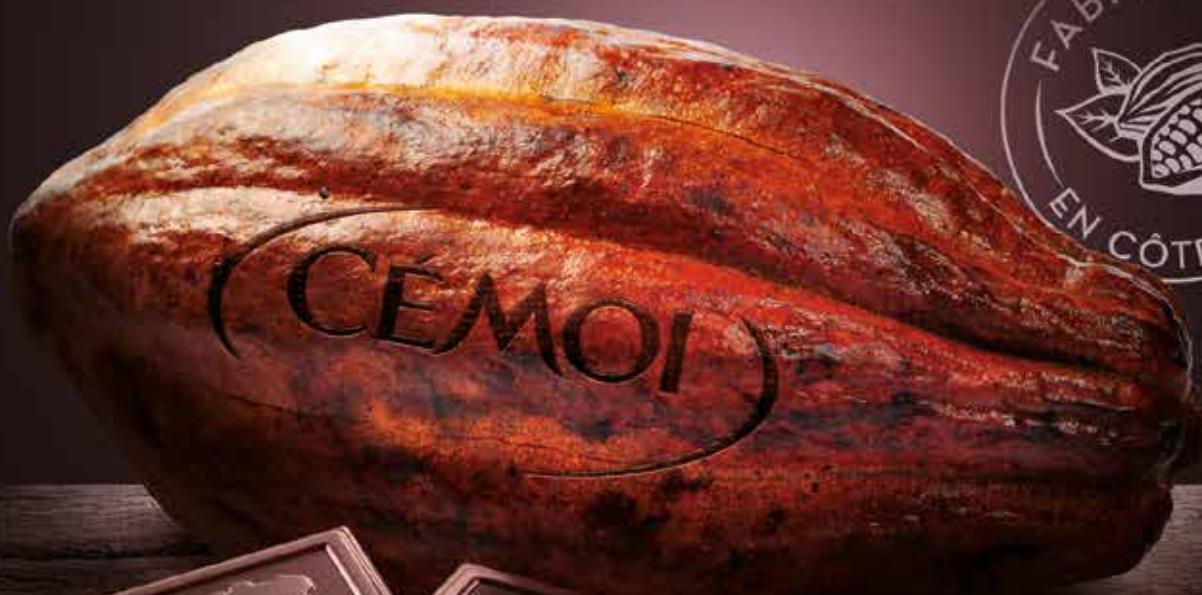
CÉMOI, pour vous.

Cemoi CI

facebook.com/CemoiCI/?business_id=789617301110485



Un cacao INTENSE,
un goût RAFFINÉ



Laissez-vous transporter par
l'intensité et la douceur de nos délicieux carrés
de chocolat noir 72% cacao
et partagez un moment de pur plaisir.



Qui sommes-nous ?

Profil du Groupe

Nous sommes un groupe mondial de l'énergie et des services, qui repose sur trois métiers clés : la production d'électricité bas carbone, notamment à partir de gaz naturel et d'énergies renouvelables, les infrastructures énergétiques et les solutions clients.

Portés par notre ambition de contribuer à un progrès harmonieux, nous relevons les grands défis mondiaux comme la lutte contre le réchauffement climatique, l'accès à l'énergie pour tous, ou la mobilité, et proposons à nos clients particuliers, entreprises et collectivités des solutions de production d'énergie et des services qui réconcilient intérêts individuels et enjeux collectifs.



ENGIE en Afrique



Un partenaire à long terme pour l'Afrique.

Le Groupe ENGIE est actif dans plusieurs pays d'Afrique à travers ses filiales spécialisées dans la production de l'électricité, les services à l'énergie, le gaz naturel et le Gaz Naturel Liquéfié (GNL).

- Plus de **50** années d'expérience sur le continent



Partenaire de référence pour les services énergétiques.

- Plus de **3,000** mégawatts de capacité énergétique en construction et en service

Profil de ENGIE Tieri



150

collaborateurs
en Afrique de l'Ouest



8

milliards XOF
de chiffre d'affaire



Présence en Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali et Niger et Intervention dans l'ensemble de la région ouest africaine.



Investissement de croissance dans les secteurs Innovants (énergie solaire, efficacité énergétique..) et le digital (data center, GMAO, GTB..)

Quelques chiffres du Groupe

Activités dans

(70)
Pays

(102,7)

gigawatts de capacité installée de production d'électricité dont 23,1% d'origine renouvelable

(1er)

réseau de distribution de gaz en Europe

(24)

millions de clients au monde en Services à l'Energie

(€ 16)

milliards d'Investissements de croissance sur la période 2016-2018, dont 1 milliard dans l'Innovation et le digital.

Un fonds de

(€ 50)

millions dédié à l'accès à l'énergie.

Notre savoir-faire



ENERGIE ET ENVIRONNEMENT

Nous proposons une gamme complète d'onduleurs, de régulateurs, de filtres harmoniques et de groupes électrogènes, pour accompagner les industriels dans leur performance énergétique et environnementale, tout en adaptant nos productions à leurs besoins spécifiques et en assurant la continuité de service.

Nos contrats d'installation et de maintenance offrent à nos clients des engagements.

EFFICACITE ENERGETIQUE

Etudes et optimisations de vos consommations d'énergie pour favoriser la croissance, dans les secteurs de l'industrie et du bâtiment par :

- La mesure et réglage des consommations en fonction des besoins
- La mise en place de système de gestion intelligent d'énergie
- Audits énergétiques

INGENIERIE ET SERVICES

De l'audit de votre installation ou de votre process industriel, jusqu'à l'installation et au remplacement de vos équipements, le savoir-faire et l'expérience de nos équipes vous accompagnent et vous conseillent. Nous mettons à votre disposition des services de conception et rénovation, mais aussi d'exploitation et de maintenance.

ENERGIE SOLAIRE

Véritable partenaire énergétique, nous vous proposons une offre complète de fourniture d'énergie solaire sur votre site, depuis la conception jusqu'à l'exploitation et la maintenance des équipements et des installations. Engagés dans des résultats, dans la durée, nos experts font converger les technologies innovantes et le numérique pour répondre à vos nouvelles attentes en matière d'optimisation des coûts et de performance énergétique.

ELECTROTECHNIQUE ET AUTOMATISME

Des solutions intégrales pour augmenter votre productivité et réduire vos coûts de production :

- Alimentation électrique (réalisation TGBT)
- Commande de puissance (armoires contrôle commande)
- L'acquisition et le traitement des données (armoires d'automatisme)
- Afficheur et poste de supervision (dialogue homme machine)

MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE

Bénéficier d'une prestation de services créatrice de valeur ajoutée en :

- Exploitation et maintenance de locaux techniques en industrie et dans le bâtiments (Courants Forts, Courants faibles, vidéo surveillance, Sécurité incendie, contrôle d'accès)
- Exploitation et maintenance des installations de production des utilités en industrie (électricité, vapeur, air comprimé, eau chaude, eau glacée)
- Facility Management de bâtiments industriels, hôtels, centres commerciaux, hôpitaux, banques)
- Exploitation et maintenance de data centers.



Données JFAC 2019

- 50 Stands d'exposition
(Salle CHRISTIAN Lattier 700m²)
- 12 Pays (Chine, Guinée, Maroc, Gabon, Bénin, Mali, France, Italie, Côte d'Ivoire, Allemagne, Suisse, Québec)
- 41 Exposants
- 04 Panels plus un panel de haut niveau
- 5 Ateliers

- Nombre d'experts qui ont intervenu aux panels et aux ateliers

Panels : 27 experts

Ateliers : 23 experts

Total: 50 experts

● 400 Participants en moyenne/ jour aux ateliers et panels soit un total de 1600 participants formés.

● 12.000 visiteurs.

STATUTS DES EXPOSANTS

- 06 Start up (Innovation)
- 13 ONG



- 01 Centre de recherche
- 12 Structures Etatiques
- 10 Entreprises privées
- 01 Centre de formation académique
- 01 Syndicat

- BTP (Bâtiment et travaux publics)
- Eaux et assainissements
- Recherches et développement
- Industries et transformations
- Commerces
- Innovations technologiques
- Santé naturelle
- Téléphonie mobile
- Protection de la faune et de la flore
- Formation académique
- Gestion des déchets

LES SECTEURS D'ACTIVITES

- Agriculture
- Energie renouvelable
- Etude conseils ingénierie



Créé en 2013, le REVE – Réseau pour l'Economie Verte et l'Environnement – pose le principe que la transition vers un développement durable requiert d'encourager une économie verte et circulaire, inclusive et solidaire, pour soutenir l'atteinte des objectifs de développement durable.

Pour ce faire, la Côte d'Ivoire dispose d'un large savoir-faire et d'expériences concrètes méconnues : stratégies gouvernementales activés & projets soutenus par les bailleurs de fonds, activités durables développées par le secteur privé, données scientifiques issues des centres de recherches et universités, retour d'expérience de la société civile, etc.

Le REVE a pour mission d'identifier et promouvoir ces savoirs, de fédérer leurs acteurs, d'encourager des cadres de réflexion et de collaboration pour leur développement



BeDevelopment (Business & Environment Development) est le premier cabinet conseil ivoirien à s'être dédié aux du développement durable.

Convaincu que le secteur privé est un acteur majeur de la transition verte, à même de mobiliser les outils d'une économie verte et circulaire pour développer ses activités dans des conditions respectueuses de l'homme et de l'environnement. BeDevelopment accompagne des entreprises privées dans leur stratégie de durabilité (CIE, SODECI, EOLIS, etc.) ou des organisations internationales (PNUD, Banque Mondiale, AFD, etc.) pour promouvoir des stratégies d'économie verte.

Ses activités sont intégrées en 4 pôles associant savoir-faire et faire-savoir : Economie verte (Business Development), Management de la transition (cadre légal et systèmes de management), Mécénat & philanthropie, Eco-communication.

Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire



Biodiversité animale,
éologie et Services écosystémiques



Biodiversité végétale et Bioproductions



Risques environnementaux et sanitaires



Mode de vie, et transition nutritionnelle



Durabilité des systèmes de production agricole et Sécurité alimentaire



Santé humaine et santé animale



Systèmes sociaux



Mode de vie, et transition nutritionnelle

Le Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS) est établi en Côte d'Ivoire depuis 1951 et est aujourd'hui sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) en Côte d'Ivoire et du Secrétariat d'Etat à la Formation, à la Recherche et à l'Innovation (SEFRI) en Suisse. Le CSRS est dédié à la Recherche, la Formation et aux Services. Il est une plateforme de recherche et d'appui à la recherche œuvrant au développement durable avec le partenariat pour socle.



Vision

La vision du CSRS est d'être une institution régionale d'excellence au service de la science, du renforcement des capacités individuelles et institutionnelles, et de l'éclairage des processus multi-échelles de prises de décision pour le développement.

Valeurs

Quatre valeurs sous-tendent les actions individuelles et collectives des chercheurs et employés du CSRS :

■ Transparence

■ Responsabilité

■ Probité

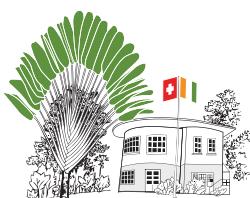
■ Éthique.

Mission

La mission du CSRS est de générer par la science, des évidences crédibles et servir de plateforme de partenariats pour le renforcement des capacités et la traduction des résultats de recherche en action de développement intersectoriel en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

CSRS

Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire



Tutelles Ivoirienne et Suisse du CSRS



Tel: +225 23472790 | Fax: +225 23451211 | 01 B.P. 1303 Abidjan 01 | secretariat@csrs.ci

www.facebook.com/csrsci

twitter.com/csrs_civ

linkedin.com/company/csrs-civ

www.csrs.ch

Une entreprise de référence dans la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement



BéDeveloment

Siège social :

AV Christiani - Abidjan - Côte-d'Ivoire

01 BP 1843 Abidjan 01

Tel. : (225) 21 23 30 00

www.sodeci.ci



Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire
NOTRE MISSION, VOUS SERVIR



Une expertise et un engagement pour des services de qualité



Siège social :
AV Christiani - Abidjan - Côte-d'Ivoire
01 BP 1843 Abidjan 01
Tel. : (225) 21 23 30 00 | www.sodeci.ci



Une Société du Groupe 

bnetd

ASSISTANCE ET CONSEIL - CONCEPTION ET ÉTUDES - SUIVI ET CONTRÔLE



Expérience et Compétence
AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT



PRESENTATION DE L'ONG : VISION, MISSIONS DOMAINES D'INTERVENTION

Depuis 2016, l'ONG PAGE VERTE agit pour une Education à l'Environnement et au Développement Durable visant à une transition écologique axée sur les jeunes.

Elle s'engage dans à former des jeunes sur les enjeux de la planète à l'échelle régionale (Afrique) pour l'implication de ceux-ci dans la gouvernance environnementale montrant leurs responsabilités à agir pour des générations futures. L'ONG PAGE VERTE, réunit jeunes (5 à 17 ans) et adultes (Universitaires et professionnels, femmes) à travers l'Afrique (Côte d'Ivoire, Tchad, Congo, Maroc, Guinée, Togo) fédérés autour d'une coalition panafricaine, et agit en tant que pilier de la sensibilisation des acteurs sur effets des changements climatiques pour en faire des acteurs porteurs de valeurs écologiques.

Vision, Missions et axes d'intervention de l'organisation :

Des jeunes formés, informés sur les enjeux du développement durable,

porteurs de valeurs écologiques et acteurs de transformation écocitoyenne.

- Former chaque enfant, en tant que vecteur directeur, et porteur de valeurs écologiques.
- Informer sur la gestion participative et inclusive de l'environnement, pour une pleine contribution à la lutte contre le réchauffement de la planète.
- Transformer les comportements pour une véritable transition écologique

Dans des domaines que sont :

- Education à l'Environnement et Développement Durable,
- Eau, Hygiène et Assainissement ;
- Agroforesterie et Sécurité Alimentaire ;
- Gestion des déchets, Tri et Recyclage ;
- Environnement et Santé ;
- Genre et Développement

Accompagnement institutionnel



Organiseurs



Partenaires



ECOLOGIE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Focus sur la coopération Chine-Afrique

“Quels que soient les changements de position des autres pays, la Chine est toujours fidèle au concept du développement tiré par l’innovation, coordonné, vert, ouvert, et partagé. Elle a donné un soutien vigoureux à la mise en œuvre de l’Accord de Paris, pour que le système de gouvernance mondiale du climat soit plus équitable, juste, et qu’il se construise dans un esprit de coopération gagnant-gagnant”, a déclaré TANG Weibin, ambassadeur de Chine, le 18 mars 2019 à l’ouverture de la deuxième édition des Journées africaines de l’écologie et des changements climatiques à Abidjan. Les changements climatiques constituent un défi mondial, a souligné TANG Weibin avant d’ajouter qu’aucun pays ne peut être épargné par les changements climatiques. “La Chine est prête à renforcer les échanges et la coopération avec l’Afrique dans la protection de l’écologie et de l’environnement pour promouvoir la coexistence harmonieuse entre l’homme et la nature en Chine comme en Afrique”. Et d’expliquer que la Chine a mis en place une série de politiques et de mesures, comme la restructuration de ses industries, l’optimisation de sa structure énergétique, l’augmentation de l’efficacité énergétique, la plantation d’arbres en vue de l’accroissement des puits de carbone, pour promouvoir la transformation vers le bas carbone des secteurs productif, énergétique et consommateur, et limiter son émission de CO₂. Selon l’ambassadeur, la Chine est le plus grand pays en développement. “L’Afrique est le continent qui regroupe le plus grand nombre de pays en développement. Toutes les deux sont confrontées à des pressions de pollution environnementale et de pénurie de ressources, liées à l’industrialisation, l’urbanisation et la délocalisation industrielle à l’échelle mondiale. Il est urgent de trouver une voie de développement vert”, a-t-il noté. Aujourd’hui, la Chine est devenue le plus grand pays utilisateur des énergies nouvelles et renouvelables. L’intensité de son émission de carbone continue de s’abaisser. Son émission de CO₂ par unité de PIB est réduite de 45% en 2017 par rapport à 2005, a assuré le diplomate chinois. La Chine a apporté une contribution historique à la conclusion de l’Accord de Paris sur le climat. 18 organisations non gouvernementales, dont le Fonds mondial pour la nature, ont noté dans



La Chine est prête à renforcer les échanges et la coopération avec l’Afrique dans la protection de l’écologie et de l’environnement pour promouvoir la coexistence harmonieuse entre l’homme et la nature

un rapport que l’objectif de réduction que la Chine s’est fixé a déjà dépassé la part qu’elle devrait assumer selon le principe de l’équité ! Selon l’ambassadeur, la Chine a travaillé activement à la coopération Sud-Sud en matière de gouvernance mondiale du climat. En 2015, elle a annoncé la création d’un Fonds de Coopération Sud-Sud en matière de changements climatiques, et y a mis un financement de 20 milliards de yuans, pour apporter son soutien en fonction de sa capaci-

té, aux autres pays en développement.

A la fin de 2018, la Chine a signé avec 30 pays en développement 34 mémorandums sur la coopération Sud-Sud en réponse aux changements climatiques. Elle a offert comme don 1,2 million de panneaux solaires, 10 mille systèmes de lampe de routes, 20 mille climatisateurs basse consommation, 13 mille systèmes de production d’électricité par le solaire, 10 mille fourneaux de cuisine propre. Elle a également offert des équipements de surveillance par satellite météorologique pour aider d’autres pays en développement à renforcer leurs capacités de prévision et d’alerte des accidents climatiques extrêmes. Elle a par ailleurs, organisé des séminaires sur les changements climatiques, dans le cadre desquels elle a formé environ 2000 fonctionnaires et experts venant de plus de 120 pays différents.

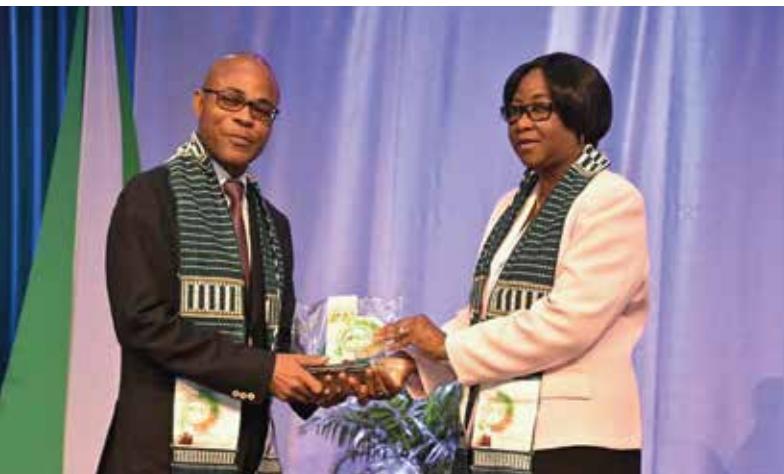
Les Awards des JFAC 2019



La RTI a reçu du JFACC un prix au cours de l'émission «Matin bonheur» pour ses efforts de sensibilisation à la préservation de l'environnement.



Les Awards des JFAC 2019





AGENCE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT - ANDE -

GUICHET UNIQUE DES EVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES EN CÔTE D'IVOIRE

QUI SOMMES-NOUS ?

L'Agence Nationale de l'Environnement est un Etablissement Public National à caractère Administratif (EPA) créé par décret n° 97-393 du 09 juillet 1997. L'ANDE est une structure sous tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

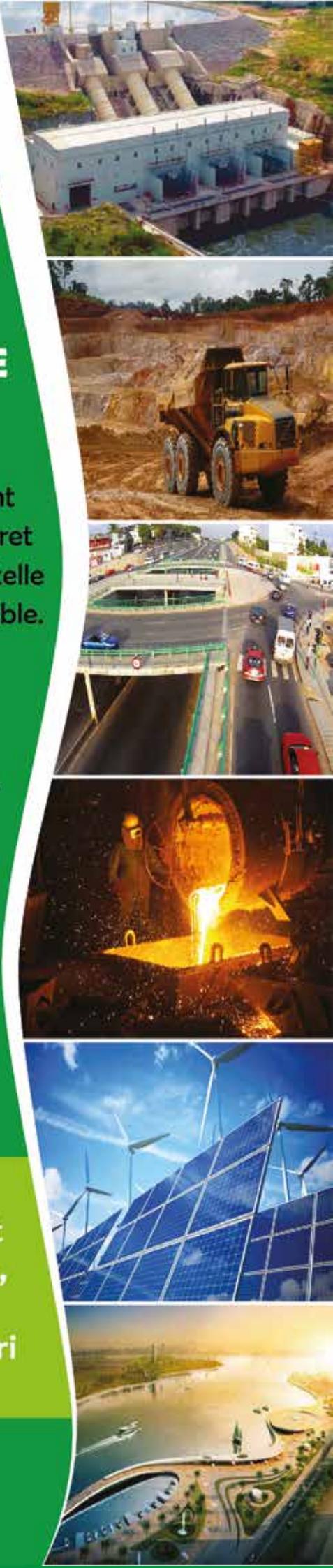
NOTRE MISSION

Garantir la prise en compte des considérations environnementales dans les Politiques, Plans, Programmes (PPP) et Projets de développement initiés en Côte d'Ivoire.

NOS ACTIVITES

- Evaluation Environnementale Stratégique (EES)
- Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES)
- Audit Environnemental (AE)
- Suivi Environnemental et Social (SES)
- Informer, Sensibiliser, Communiquer à la protection de l'Environnement

Les porteurs de projets et opérateurs en phase d'installation ou de fonctionnement, n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale préalable, sont invités à se conformer à la réglementation environnementale en vigueur afin de se mettre à l'abri des sanctions prévues par la loi.





NOUVEAU

ROUSTO CIMENT PORTLAND



ABIDJAN : Yopougon Zone Industrielle, 01 BP 5676 Abidjan 01
Tél. : (225) 23 53 00 60 / 23 53 00 62
Fax : (225) 23 50 14 27 - Cel. : (225) 77 74 64 90
www.cimentsafrique.com / ci-info@cimentsafrique.com

SAN PEDRO : Zone portuaire, 01 B.P. 1562 San Pedro
Tél. : (225) 23 53 00 60 - Cel. : (225) 75 20 89 68

Nos usines d'Abidjan et de San Pedro, à l'instar de toutes celles du groupe, ont été construites en respectant les normes mondiales de protection de l'environnement.
Nous avons en vigueur une politique HSE qui vise à favoriser la promotion des actions en faveur de l'hygiène et du respect de l'environnement.
L'ambition de CIMAF est de continuer à progresser constamment dans sa performance environnementale.

CIMAF,
construisons l'avenir

REDD+, PROGEP-CI, PIF ET WACA AUX JFAC 2019

L'UIAP présente ses projets

A l'initiative du Réseau des experts africains sur l'écologie et les changements climatiques (REFACC), se sont tenues les Journées africaines de l'écologie et des changements climatiques (JFAC) du 18 au 21 mars 2019 au palais de la Culture d'Abidjan. Cette deuxième édition a connu la participation de l'Unité Intégrée d'Administration des projets (UIAP) qui regroupe les projets REDD+, PROGEP-CI, PIF et WACA, sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement durable et co-financés par la Banque mondiale. L'objectif de la participation de l'UIAP aux JFAC était de faire connaître les enjeux, les actions prévues ainsi que les acquis de ses différents projets. Ces assises qui ont duré 4 jours, ont été marquées par des panels, conférences, ateliers thématiques et expositions d'innovations écologiques.



Les JFAC 2019 constituent une plateforme d'acteurs pertinents pour les partages d'expériences et les leçons apprises en vue de contribuer efficacement à la lutte contre les changements climatiques. Cet événement se situe dans le cadre de la mise place de stratégies de résilience au changement climatique, de mobilisation des ressources nécessaires en vue d'apporter des réponses pour un développement durable.

L'Unité Intégrée d'Administration des Projets (UIAP), mise en place en 2017, dans le cadre de la mise en œuvre des projets du Ministère de l'Environnement et du Développement

Durable (MINEDD), cofinancés par la Banque mondiale, a animé un stand à ces assises et participé à un panel avec une communication portant sur le PROGEP-CI.

Placée sous la Coordination générale du Professeur KOUADIO Kouamé Georges, l'UIAP a pour mission d'assurer la coordination stratégique, opérationnelle et technique des projets en conformité avec les accords de financement et de dons et les procédures fiduciaires de la Banque mondiale.

Les projets REDD+, PROGEP-CI, PIF et WACA qui composent cette Unité Intégrée, ont chacun à leur tête des coordonnateurs dédiés.

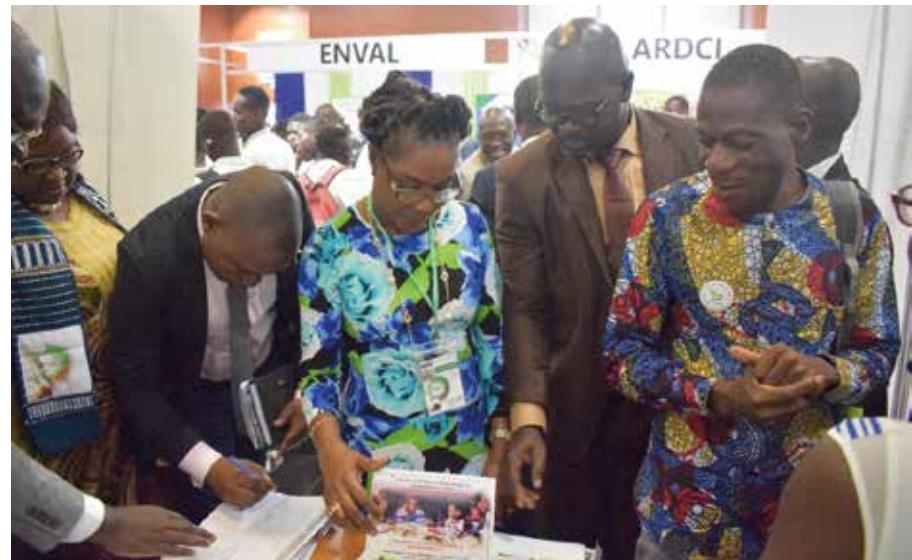
Dans ce cadre, le premier projet mis en place est la REDD+. Il contribue à lutter contre le changement climatique par la réduction des gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts. C'est en 2011 que la Côte d'Ivoire a adhéré à ce mécanisme international de finance environnementale. Il vise à récompenser les efforts des pays qui se sont engagés à protéger, à mieux gérer et utiliser leurs ressources forestières, contribuant ainsi au développement national. A ce jour, avec l'appui de toutes les parties prenantes plusieurs acquis ont été enregistrés notamment le niveau de référence des forêts, le

ZOOM SUR...

système d'information sur les sauvegardes, la stratégie nationale REDD+ et le système national de surveillance des forêts en cours de finalisation. La REDD+ qui a pour Coordonnateur le Colonel KOUAMÉ Ahoulou Ernest, est en cours de mise en œuvre avec 3 projets et initiatives REDD+. Il s'agit du projet REDD+ de la Mé, exécuté dans la région de la Mé (Adzopé) dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D). Ce projet vise à réduire les pressions anthropiques sur les forêts classées de Mabi et Yaya tout en améliorant les conditions de vie des populations riveraines. Le deuxième est le projet de Paiement pour Services Environnementaux, financé en partenariat public-privé. Il est exécuté dans la région de la Nawa et vise à améliorer simultanément la productivité agricole, la sécurité alimentaire et les conditions de vie des planteurs tout en assurant la préservation des forêts restantes et la conservation de la biodiversité dans les bassins d'approvisionnement du partenaire du projet. La troisième initiative est le programme d'investissement forestier (PIF).

Le Programme d'investissement forestier d'un montant d'environ 12 milliards de Francs CFA sur financement de la Banque mondiale et de la Banque Africaine de Développement, est également l'un des projets de l'UIAP. Il a été lancé le 24 septembre 2018 avec pour objectif de contribuer à réduire la déforestation et la dégradation de 14 forêts classées du Sud-Ouest et Centre et du Parc National de Taï. Le PIF est géré par l'UIAP avec un coordonnateur spécifique.

A ces projets de l'UIAP, s'ajoute le Projet de Gestion des pesticides Obsolètes et des déchets associés (PROGEP-CI), lancé en 2016 et placé sous la Coordination du Professeur KOUADIO Kouamé Georges. Ce projet vise à aider la Côte d'Ivoire à gérer de manière écologiquement rationnelle les pesticides obsolètes. Dans cette optique, il a été réalisé un inventaire des pesticides et des déchets associés sur l'étendue du territoire national, dans près de 6000 magasins et dépôts. Le PROGEP-CI est en cours de mise en œuvre avec le renforcement du cadre réglementaire et l'opérationnalisation des champs écoles, la préparation de la collecte, du transport des pesticides obsolètes et des déchets associés en vue de leur élimination ainsi que la promotion des alternatives aux pesticides obsolètes. Dans le cadre de la promotion des alternatives aux pesticides de synthèse, des journées scienti-



fiques sur les pesticides (JSP) obsolètes se sont tenues les 29 et 30 octobre 2018 avec près de 400 participants. Ces journées ont donné les orientations nécessaires pour accélérer la promotion des alternatives aux pesticides et impliquer de manière durable le secteur de la recherche dans la mise en œuvre de cette composante en vue de la valorisation des résultats obtenus. La mise en place d'un Système d'information sur les Pesticides (SIP) dotera la Côte d'Ivoire d'un outil de gestion des Pesticides Obsolètes et Déchets Associés, intégré et dynamique.

Le Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières Ouest-Africaines (WACA) qui a démarré officiellement ses activités le 19 Novembre 2018, est le dernier né des projets de l'UIAP. Il a pour but d'aider la Côte d'Ivoire à harmoniser la gestion des infrastructures et

des ressources naturelles afin d'accroître la résilience au changement climatique en général, à l'érosion côtière et aux inondations en particulier. L'objectif de développement du WACA est de renforcer la résilience des communautés et des zones ciblées de la côte ouest-africaine. En Côte d'Ivoire, bien que le projet ait un caractère national, il sera implanté sur la zone pilote de Grand-Lahou sur une période de cinq (05) ans de 2018-2023. Il a pour Coordonnateur, le Professeur OCHOU Abé Delfin. Les quatre projets de l'UIAP ont en commun d'apporter leur contribution au respect des engagements pris par la Côte d'Ivoire au niveau international dans le cadre de la lutte mondiale contre les changements climatiques.

CONNECTÉS À LA LUMIÈRE

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ÉLECTRICITÉ POUR TOUS (PEPT)

" Je suis heureux de bénéficier de l'électricité dans mon village."

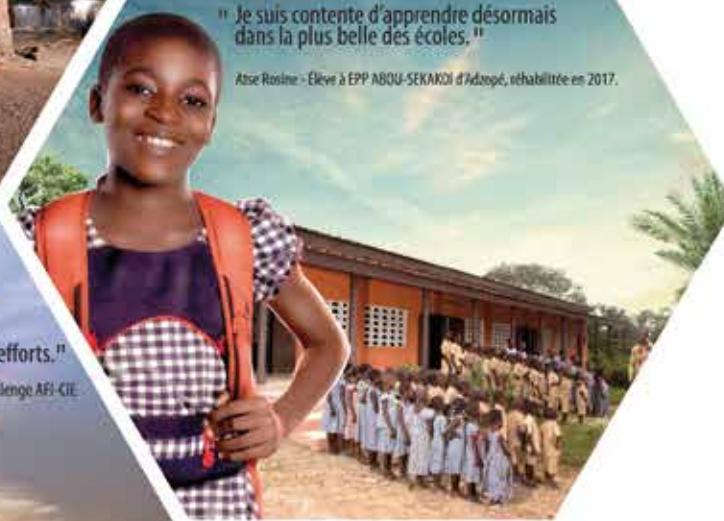
N'Goran Yao Jacques - Cultivateur à Taïssou, village ayant bénéficié du PEPT.

**CONNECTÉS À L'ÉDUCATION**

RÉHABILITATION DES ÉCOLES

" Je suis contente d'apprendre désormais dans la plus belle des écoles."

Atse Rosine - Elève à EPP ABOU-SEKAKOI d'Adzopé, réhabilitée en 2017.

**CONNECTÉS À LA PERFORMANCE**

CHALLENGE AFI-CIE DU MEILLEUR JOUEUR DE LA LIGUE 1

" Je suis fier d'être récompensé pour mes efforts."

Touré Ahmed - Footballeur professionnel, Lauréat du Challenge AFI-CIE du meilleur joueur de la ligue 1, en 2018.

**CONNECTÉS À L'EXCELLENCE**

PRIX NATIONAL D'EXCELLENCE CIE DU MEILLEUR ÉLÈVE

" Je suis honoré d'être primé pour mon travail."

Diabaté Adams - Elève ingénieur, Lauréat du Prix National d'Excellence CIE décerné aux meilleurs élèves, édition 2017.



CONNECTÉS À VOS PRIORITÉS

Derrière chacun de vos sourires, derrière chacune de vos activités, se tiennent des équipes mobilisées 7jours/7, 24heures/24 pour vous offrir le meilleur.

La cérémonie d'ouverture en images



FarmStrong
FOUNDATION



FarmStrong
COMMODITIES SA

Abidjan-Cocody Riviera
Résidence Meité - Quartier Triangle
25 BP 981 ABIDJAN 25(CI)
00225 31621918
www.farmstrong-foundation.org



Transparence
—
Respect
—
Indépendance
—
Inclusion

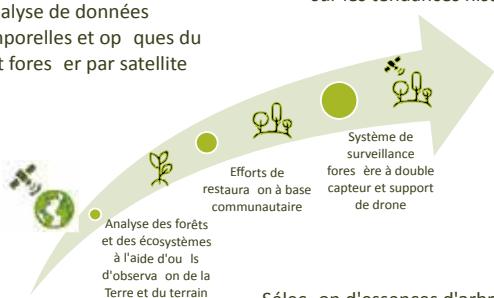
Les projets sont basés sur le développement intégré rural et durable des communautés locales. Les projets de développement de l'entrepreneuriat et savoir-faire en matière de systèmes de production agricole intégrés sont fondés sur la compréhension locale approfondie des causes fondamentales de la pauvreté endémique et ils sont conçus conjointement avec les communautés bénéficiaires au niveau local.



Une initiative de FarmStrong, StrongWoods Ecosystems Assessment, Restoration and Surveillance System finance l'évaluation de l'état des forêts et applique les mesures proposées pour restaurer et surveiller l'écosystème forestier dans ses zones d'opérations en Côte d'Ivoire

Projets paysagers futures basées sur les tendances historiques

Analyse de données multiples temporelles et opératives couvrant les forêts par satellite



Système de distribution des plants suivis par GPS pour les zones rurales

Sélection d'essences d'arbres indigènes représentatives assurant la biodiversité et la stabilité pour l'afforestation et la reforestation



La cérémonie d'ouverture en images



PRÉSENTATION DU FONDS INTERPROFESSIONNEL POUR LA RECHERCHE ET LE CONSEIL AGRICOLES (FIRCA)

I - FORME JURIDIQUE, OBJET, MISSIONS, DOMAINE D'INTERVENTION ET PERSONNEL

Inspiré de la loi n° 2001-635 du 9 octobre 2001 portant institution de Fonds de Développement Agricole, Créé par décret n°2002-520 du 11 décembre 2002, et juridiquement constitué le 28 octobre 2003, le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) est une Personne morale de droit privé de type particulier reconnue d'utilité publique, Statut sui generis.

Le FIRCA a pour objet le financement des programmes de services agricoles aux exploitants agricoles dans les domaines : (i) de la Recherche agronomique et forestière appliquée, (ii) du Conseil / vulgarisation agricole, (iii) de la formation aux métiers, (iv) du renforcement des capacités des Organisations Professionnelles Agricoles.

Le FIRCA a deux missions essentielles : (i) Mobiliser des ressources financières auprès des filières agricoles, de l'Etat et des partenaires au développement et (ii) Assurer le financement pérenne des programmes de fournitures de services aux filières agricoles.

II- MODE D'INTERVENTION DU FIRCA

- Formulation des programmes/projets à financer par le FIRCA et programmation de leur exécution avec les acteurs des Filières à travers des ateliers participatifs
- Appel à Concurrence et contractualisation (passation des marchés) avec des prestataires pour l'exécution des projets
- Suivi-évaluation des projets financés avec la participation des filières bénéficiaires
- Reddition de comptes à travers la production périodique de rapports techniques et financiers et la restitution des résultats des projets aux acteurs et partenaires des filières (Filières, Etat et PTF).

Pour la gestion technique des projets dont il a la charge, le FIRCA dispose de trois (3) Départements Techniques (Cultures d'Exportations et Productions Forestières, Cultures Annuelles et Ressources Animales, Café Cacao et Autres Plantes Stimulantes) et de Services Autonomes (Service Autonome Genre et Environnement, Service Autonome Formation et Renforcement des Capacités) en charge de la gestion technique des projets relevant des filières ou des thématiques transversales sous leur responsabilité. Le Suivi-Evaluation de l'ensemble des Projets gérés par le FIRCA est assuré par l'Unité de Planification et de Suivi-Evaluation.

Le Département Administration Finances et Comptabilité assure la gestion financière de tous les projets conduits.

III- PRISE EN COMPTE DE LA THEMATIQUE GENRE, ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le FIRCA dispose d'un Service Autonome Genre et Environnement qui veille à la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans tous les projets et programmes sous sa gestion.

Pour chaque projet et programme conventionnés (financés par / ou avec des partenaires au développement), le FIRCA élabore les outils de sauvegardes environnementales et sociales notamment le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), le Plan de Gestion des Pesticides (PGP) et le Cadre de Politique de Réinstallation (CPR).

L'équipe du Service Genre et Environnement, conduit les activités de screening environnemental et social en vue de guider les décisions dans le choix des études environnementales et sociales (Etude d'Impact Environnementale et Sociale, Constat d'Impact Environnemental et Social, Audit Environnemental, Plans d'Action de Réinstallation) à réaliser dans le cadre des projets et programmes conduits par le FIRCA.

A ce jour, le FIRCA dispose de son document de Politique Environnemental et Social ainsi que de sa Politique Genre. Ces documents constituent la boussole environnementale et sociale de l'institution dans la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets.

Le Service conduit également des projets pour faciliter la résilience et l'adaptation des communautés aux effets des changements climatiques.

A cet effet, des projets liés à :

- la maîtrise de l'eau (irrigation) ;
- le transfert de la technologie de « la pluie solide » comme un élément de réponse à la problématique de la maîtrise de l'eau ;
- la valorisation des déchets (compostage) ;
- l'efficacité énergétique (diffusion des foyers améliorés) ;
- la révision des itinéraires techniques (installation de stations agrométéorologiques pour la collecte de données climatiques) sont mises en œuvres dans différentes filières agricoles.

Des programmes de recherche pour l'adaptation de l'agriculture ivoirienne face aux effets du changement climatique, sont également financés chaque année au travers des cotisations des filières.



3ÈME ÉDITION DES JOURNÉES AFRICAINES DE L'ÉCOLOGIE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



3ème édition
Journée Africaine de l'écologie

STANDS D'EXPOSITIONS

FORMATIONS

BUSINESS ÉCOLOGIQUE

RÉCOMPENSES & AWARDS ECOLOGIQUE

CONCOURS INTER-ÉCOLE

ESPACE ECOLOGIQUE JEUNE

PARTENAIRES, ENTREPRISES ET SPONSORS ASSOCIEZ VOTRE IMAGE À CE RDV ÉCOLOGIQUE AFRICAIN



JFAC
2020
19-22 Mars
ABIDJAN
PALAIS DE LA CULTURE



PRESENTATION

The **World Agroforestry (ICRAF)** a pour mission de valoriser les bénéfices multiples que l'arbre apporte à l'agriculture, au bien-être des populations et à la résilience de notre environnement. En Côte d'Ivoire, l'**ICRAF** met en œuvre depuis 2010 un programme de réhabilitation du paysage cacao.

Ce programme vise l'amélioration durable de la rentabilité des exploitations de cacao tout en boostant le développement durable de leur communauté. En se focalisant sur la restauration des vergers dégradés de cacao, **ICRAF** propose des options viables de systèmes agro-forestiers pour la production durable et la diversification des revenus des cacaoculteurs.

ICRAF accompagne en outre des initiatives de développement de l'agroforesterie et de renforcement de capacité des structures internationales et nationales.

Notre Vision : Un monde équitable où toutes les personnes ont les moyens d'existence viables soutenus par des paysages sains et productifs.